



Moderniser l'application des lois en matière de drogues

Le projet de modernisation des modalités d'application des lois en matière de drogues est une initiative du Consortium International sur les Politiques des Drogues (IDPC), avec la participation de la Section de recherche sur la sécurité internationale de Chatham House et de l'Institut International sur les Etudes Stratégiques (IISS). Cette note descriptive explique les raisons pour lesquelles nous avons initié le projet, ainsi que les principales activités prévues dans le cadre du projet. Pour en savoir plus, nous vous invitons à visiter notre [site internet](#) ou à nous contacter par email à contact@idpc.net.

Pendant des décennies, les lois concernant les drogues ont visé à réduire l'ampleur du marché illégal des drogues. En effet, l'objectif de ces lois était d'éradiquer la production de drogues, leur distribution et la vente de détail, ou du moins d'étouffer ces activités de manière à ce que les consommateurs potentiels soient incapables d'accéder à certaines drogues. Par conséquent, les stratégies et tactiques des agences de maintien de l'ordre ont été conçues dans le but de maximiser la destruction des cultures illicites et la saisie des drogues produites pour perturber le trafic et la vente. Ces stratégies font également usage de la menace afin de dissuader les consommateurs potentiels en procédant à des arrestations et à l'application de sanctions pénales.

Ces dernières années, il s'est avéré que ces stratégies ont été incapables de réduire de manière significative ou permanente l'offre ou la demande pour les drogues les plus populaires. Compte tenu de cette réalité, et dans un contexte politique plus large au sein duquel certains gouvernements se sont éloignés des approches axées sur la « guerre contre la drogue » pour adopter des stratégies plus pragmatiques visant à « gérer » les marchés, il est nécessaire d'adapter les stratégies de maintien de l'ordre afin de limiter les impacts négatifs sur les communautés, tels que la corruption et les crimes financiers comme le blanchiment d'argent.

Ceci est d'autant plus important en ce qui concerne la violence associée au marché des drogues. Les preuves disponibles ont montré que ces cas de violences sont généralement liés à un ensemble complexe de facteurs socio-économiques. Bien que difficile à définir, la violence – que ce soit sous la forme de menaces, d'agressions, de violations sexuelles ou autres formes de conflits interpersonnels tels les meurtres – n'est pas un aspect inévitable des marchés illégaux de drogues. Le type et les niveaux de violence liés aux marchés des drogues dépendent de la nature du marché, qui découle souvent directement des modalités et de la sévérité de l'application des lois. En effet, les données disponibles ont montré que les actions des gouvernements peuvent contribuer, ou être à l'origine, des violences qui surviennent dans les zones de production, de transit ou de vente au détail.

Reconnaître que les pouvoirs des agences de maintien de l'ordre peuvent être utilisés pour façonner de manière positive les marchés des drogues, plutôt que de les éradiquer, est un concept de plus en plus répandu dans les milieux académiques et lors de certaines discussions stratégiques internes. Cette nouvelle stratégie a été mise en place dans certains cas spécifique, mais n'a pas encore été analysée et débattue de manière détaillée au sein des groupes chargés du maintien de l'ordre.

Les principaux concepts de cette nouvelle approche de maintien de l'ordre incluent :

- Changer les objectifs et les indicateurs utilisés : Ce changement implique que les autorités s'éloignent de mesures simplistes centrées sur le nombre d'arrestations pour délits liés aux drogues, de saisie de drogues ou d'hectares de cultures de drogues éradiqués. Ils devraient au contraire privilégier les indicateurs basés sur le bien-être et la santé de la communauté tels que la réduction de la violence et de la corruption liée aux marchés des drogues, l'amélioration des services de santé publique et le développement d'institutions communautaires.
- Mettre l'accent sur la collecte d'informations et l'analyse de la nature du marché et des problèmes liés à l'application stricte des lois au sein de la communauté : Les actions de maintien de l'ordre sont ainsi spécialement conçues pour réduire les problèmes identifiés, c'est-à-dire une approche « de réduction des risques dans le domaine du maintien de l'ordre ».
- Elaborer des interventions, des tactiques et des ressources de maintien de l'ordre ciblant les aspects de la production et du trafic de drogue qui auront un impact significatif sur les risques identifiés, tout en tolérant des formes inoffensives de marchés des drogues. Dans certains cas, ces stratégies peuvent prendre la forme de « prévention ciblée », au sein desquelles cette tactique est ouvertement diffusée afin d'encourager les trafiquants et les revendeurs à autoréguler leurs activités et adopter un comportement moins nocif.
- Centrer les actions de maintien de l'ordre en les basant sur une évaluation de la gravité des dommages causés par l'individu ou les groupes œuvrant dans le marché des drogues, plutôt qu'en cherchant seulement à cibler les individus les plus faciles à interpeller. Cela permettra de réduire la discrimination et l'injustice qui sont souvent associés avec l'imposition de sanctions sévères à l'encontre de contrevenants mineurs.

Aucun de ces concepts n'est entièrement nouveau. Cependant, ils ne sont pas encore bien compris par les autorités de maintien de l'ordre, ou même intégrés dans les stratégies d'application des lois sur la drogue.

Ce projet a donc deux objectifs majeurs : **d'une part rassembler et affiner les éléments théoriques et les exemples pratiques de ces nouvelles approches, et d'autre part promouvoir un débat ouvert entre les autorités de maintien de l'ordre sur les conséquences futures de ces stratégies.** Ce projet se déroulera d'août 2012 à novembre 2013, et comprend trois axes de travail complémentaires :

1. **Une série de publications:** destinés à des représentants clés chargés du maintien de l'ordre, nous prévoyons de publier six rapports analysant les concepts théoriques sous-tendant un changement dans les approches de maintien de l'ordre, et décrivant des exemples spécifiques de leur mise en œuvre. Ces rapports porteront sur les thèmes suivants:
 - Comment les forces de police peuvent soutenir des stratégies basées sur la santé et la réduction des risques
 - La dissuasion ciblée, le trafic de drogue et le crime organisé: aspects théoriques et pratiques
 - Appliquer le principe de réduction des risques aux marchés de drogues locaux
 - Les implications pratiques d'une tolérance des marchés de cannabis
 - L'application des lois sur la drogue, la corruption et les crimes financiers
 - Marchés des drogues, sécurité et aide internationale

2. **Le développement d'un réseau:** Le projet mettra au point des mécanismes pour communiquer et distribuer nos rapports à un vaste auditoire composé de dirigeants spécialisés dans l'application des lois sur la drogue, tant au Royaume-Uni qu'à l'étranger. Cela inclura également le développement d'une section spécifique sur le site de l'IDPC dédiée à cet effet.

3. **L'organisation de séminaires:** le projet comprendra un certain nombre de séminaires, organisés en collaboration avec Chatham House et l'Institut International d'Etudes Stratégiques. Ces séminaires réuniront des hauts responsables spécialisés dans l'application des lois, des experts internationaux et britanniques, afin de débattre du contenu de nos publications ainsi que des implications sur les stratégies futures.